



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement du logement d'Occitanie**

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant imposition de mesures immédiates prises à titre conservatoire à l'encontre  
de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS pour l'exploitation de son usine située sur la  
commune de SAINT-GAUDENS**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment l'article R. 1321-29 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, L512-20, L. 514-8 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'autorisation environnementale, accordée à la société PYRENECELL, par arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication de pâte à papier sur le territoire de la commune de SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 autorisant la société TEMBEC SAINT-GAUDENS à succéder à la société PYRENECELL pour exploiter l'usine de fabrication de pâte à papier, sur le territoire de la commune de SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2014 actant notamment le changement de dénomination sociale de la société TEMBEC SAINT-GAUDENS qui se nomme désormais FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009, modifié et complété notamment par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2018, actualisant les prescriptions techniques applicables à la société TEMBEC SAINT GAUDENS ;

Considérant que l'activité du site de FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS génère des chlorates et que les surveillances des rejets du site mettent en évidence des concentrations importantes comme en attestent les résultats d'analyses des prélèvements effectués par l'exploitant en décembre 2025 ;

Considérant que les rejets du site s'effectuent dans la Garonne au droit du site ;

Considérant que les analyses effectuées dans le canal Saint Martory en période de fonctionnement du site, comparativement à celles précédemment effectuées lors de son arrêt en octobre et novembre 2025, mettent en évidence une corrélation entre les rejets du site et les concentrations dans le milieu naturel ;

Considérant que la Garonne et ses canaux dérivés, canal Saint-Martory et canal latéral à la Garonne, sont les ressources utilisées pour la production d'eau potable ; que, dans ce contexte, l'agence régionale de santé a ordonné le 8 janvier 2026 aux producteurs d'eau potable concernés de recourir à leurs ressources de secours ;

Considérant que l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique fixe une valeur de qualité pour les eaux destinées à la consommation humaine portant sur les chlorates ;

Considérant que l'industriel doit garantir la maîtrise de ses rejets afin de permettre que les usines de potabilisation alimentées par la Garonne et ses canaux de dérivation puissent assurer le respect du seuil réglementaire de 0,25 mg/L en chlorates applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

Considérant qu'une concentration à 0,1 mg/L dans la Garonne en amont des premiers captages d'eau potable permet d'assurer le respect du seuil réglementaire dans les eaux distribuées ;

Considérant que l'exploitant a analysé les causes possibles des concentrations importantes en chlorates des rejets de son usine et identifié des effluents non traités ;

Considérant que l'exploitant a réalisé des travaux le 8 janvier 2026 afin de collecter et traiter les effluents précédemment identifiés ;

Considérant qu'un suivi rapproché des rejets du site en chlorate et un suivi milieu est nécessaire pour démontrer que les travaux réalisés le 8 janvier 2026 sont suffisants pour garantir une concentration maximale de 0,1 mg/L dans la Garonne en amont des premiers captages d'eau potable ;

Sur proposition conjointe de la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et de la directrice de la délégation départementale de l'agence régionale de santé en Haute-Garonne,

ARRÊTE

### **Art. 1<sup>er</sup> : Respect des prescriptions**

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS sur la commune de SAINT-GAUDENS sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 modifié et complété susvisé.

### **Art. 2 : Valeur limite de rejet en chlorate**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de chlorate dans le milieu naturel.

Le rejet de l'usine ne doit pas induire une concentration en chlorate (code SANDRE 1752) dans le milieu naturel supérieure à 0,1 mg/L, au niveau de Saint-Martory et en amont immédiat des premiers captages d'eau potable dans la Garonne et le canal Saint-Martory.

### **Art. 3 : Surveillance des rejets en chlorate**

Une surveillance journalière de la concentration en chlorate (code SANDRE 1752) est mise en place aux points de rejet suivants :

- rejet usine vers la Garonne,
- rejet en sortie de STEP du site,
- rejet des égouts propres.

En fonction des résultats obtenus et sur demande motivée de l'exploitant, la périodicité peut être allégée après avis de l'inspection des installations classées.

### **Art. 4 : Suivi des eaux de surface**

Un suivi journalier de la concentration en chlorate (code SANDRE 1752) est mis en place aux points de prélèvement dans le milieu naturel suivants :

- Garonne en amont de l'usine,
- Canal de la Gentille,
- Saint-Martory.

En fonction des résultats obtenus et sur demande motivée de l'exploitant, la périodicité peut être allégée après avis de l'inspection des installations classées.

### **Art. 5 : Maîtrise des rejets en chlorates**

L'exploitant transmet sous sept jours un document démontrant sa maîtrise des rejets en chlorate comportant a minima les éléments suivants :

- identification des opérations générant des chlorates,
- identification des effluents aqueux contenant des chlorates,
- démonstration de la collecte et du traitement de l'ensemble des effluents aqueux susceptible de contenir des chlorates,
- justification que l'efficacité du traitement des effluents permet de limiter les émissions en chlorate et en tout état de cause que le flux maximal émis est compatible avec les

usages de l'eau en aval en particulier pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine.

**Art. 6 : Prise en charge de l'ensemble des dépenses engagées dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts environnementaux et sanitaires**

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-8 du code de l'environnement, les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application des articles 2 à 4 du présent arrêté, y compris les dépenses que l'État a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion et du suivi des impacts et conséquences d'une situation incidentelle, sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 7 : Frais**

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 8 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il peut être fait application à son encontre, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Art. 9 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

**Art. 10 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeurera déposée en mairie de SAINT-GAUDENS et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie de SAINT-GAUDENS pendant une durée minimale d'un mois. Le maire fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 11 : Exécution**

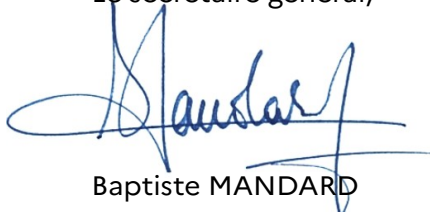
Le secrétaire général de la préfecture de Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement

et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de SAINT-GAUDENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Toulouse, le 9 janvier 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne et par  
délégation,

Le secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Baptiste MANDARD', with a large, stylized initial 'B'.

Baptiste MANDARD